

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 octobre 2011

PROPOSITION DE LOI

**abrogeant la loi du 15 février 1993
créant un Centre
pour l'égalité des chances
et la lutte contre le racisme**

(déposée par M. Filip De Man et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 oktober 2011

WETSVOORSTEL

**tot opheffing van de wet
van 15 februari 1993 tot oprichting
van een Centrum voor gelijkheid
van kansen en voor racismebestrijding**

(ingediend door de heer Filip De Man c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs reprochent au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme de ne pas adopter une attitude de neutralité en tant que service public.

C'est pourquoi ils souhaitent supprimer le centre.

SAMENVATTING

De indieners verwijten het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding zich als overheidsdienst niet neutraal op te stellen.

Daarom willen zij het centrum afschaffen.

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker INDEP-ONAFH : Indépendant - Onafhankelijk	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition a pour objet d'abroger la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Ce centre a pris la succession du Commissariat royal à la politique des immigrés, dont la création en 1989 était, selon nous, déjà une erreur. Ce commissariat a reçu, paraît-il, pour mission de lutter contre le racisme et de promouvoir l'intégration des étrangers et la société multiculturelle. En fait, il a été créé non pas parce qu'il y avait lieu de déplorer des excès racistes tels que des pogroms, mais parce que le *Vlaams Blok* avait remporté un succès appréciable lors des élections communales de 1988. En d'autres termes, cette initiative du gouvernement visait bien moins à garantir le bien-être des étrangers qu'à combattre un parti de l'opposition, et ce, aux frais du contribuable.

Lorsque le Commissariat royal disparut après quatre ans, parce qu'il n'avait été créé que pour un terme limité, le *Vlaams Blok* n'avait pas fini d'engranger des succès, au contraire. Aussi la loi du 15 février 1993 remplaça-t-elle le Commissariat royal à la politique des immigrés par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Fonctionnaires et déontologie

Le moins que l'on puisse dire de ce centre est que son fonctionnement n'est guère respectueux des principes démocratiques. Avant de le démontrer, il nous faut cependant d'abord mettre en exergue le fait que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est un service du premier ministre et que son directeur est nommé par arrêté royal. Il ne fait donc aucun doute que ce directeur est un fonctionnaire et doit se comporter comme tel.

Les hautes juridictions ont certes confirmé que les fonctionnaires jouissent en principe, tout comme tous les autres citoyens, des libertés constitutionnelles, notamment de la liberté d'expression et de conviction politique, mais qu'il est aussi universellement admis que le statut de fonctionnaire apporte à ces libertés, eu égard à l'intérêt général, certaines restrictions auxquelles le fonctionnaire souscrit de son plein gré au moment où il accepte sa fonction.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel beoogt het opheffen van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Dit centrum is de voortzetting van het Koninklijk commissariaat voor het migrantenbeleid, waarvan de oprichting naar onze mening reeds een vergissing was. Het commissariaat werd in 1989 opgericht en kreeg zogenaamd de opdracht het racisme te bestrijden en de integratie van de vreemdelingen en de multiculturele maatschappij te bevorderen. De aanleiding voor de oprichting ervan was niet dat er racistische excessen zoals bijvoorbeeld pogroms te betreuren waren maar wel dat het Vlaams Blok bij de gemeenteraadsverkiezingen van 1988 een behoorlijk succes had behaald. Met andere woorden, dit initiatief van de regering had niet zozeer het welzijn van de vreemdelingen op het oog, dan wel de bestrijding van een oppositiepartij op kosten van de belastingbetaler.

Toen het Koninklijk commissariaat na vier jaar verdween, omdat het slechts voor een beperkte termijn was opgericht, was het succes van het Vlaams Blok niet achter de rug, integendeel. De wet van 15 februari 1993 voorzag dan ook in de vervanging van het Koninklijk commissariaat door het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Ambtenaren en deontologie

Het minste wat van dit centrum gezegd kan worden, is dat de werking ervan haaks staat op de democratische principes. Om dit aan de kaak te stellen, vestigen wij eerst de aandacht op het feit dat het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding een dienst van de eerste minister is en dat de directeur ervan bij koninklijk besluit benoemd wordt. Er bestaat dus geen enkele twijfel over dat deze directeur een ambtenaar is en zich *ipso facto* als een ambtenaar dient te gedragen.

De hoogste rechtscolleges hebben weliswaar bevestigd dat ambtenaren in principe, net als alle andere burgers, de grondwettelijke vrijheden genieten, onder meer de vrijheid van meningsuiting en van politieke overtuiging. Algemeen wordt echter ook aanvaard, dat het statuut omwille van het algemeen belang zekere beperkingen aan deze vrijheden aanbrengt, die de ambtenaar vrijwillig op zich neemt op het ogenblik dat hij zijn ambt aanvaardt.

Le statut de fonctionnaire implique des obligations que l'on désigne par l'expression "déontologie administrative". La doctrine distingue essentiellement deux obligations: le devoir de réserve et le devoir de neutralité. Jan Velaers, professeur à l'UFSIA et à l'UFSAL, affirme clairement que le fonctionnaire doit s'abstenir de toute déclaration qui ferait douter les utilisateurs du service public de l'impartialité du service. Il ajoute même qu'un devoir de réserve incombe également au fonctionnaire, y compris en dehors de l'exercice de sa fonction, et que le fonctionnaire ne doit pas donner l'impression au public que le service auquel il appartient soutient, privilégie ou encourage une conviction politique ou philosophique déterminée.

En s'immisçant régulièrement dans le débat politique, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme enfreint manifestement la déontologie à laquelle sont astreints les fonctionnaires. Quelques exemples suffiront à le démontrer.

Le Centre a combattu les prises de position du *Vlaams Blok*, un parti politique pourtant dûment représenté au Parlement. Le Centre ne s'en est d'ailleurs pas caché. Il est inadmissible que des fonctionnaires, dont on peut attendre qu'ils adoptent une attitude de neutralité, s'arrogent le droit de combattre une partie de l'opinion publique dans l'exercice de leur fonction.

Mais ce n'est pas tout: le Centre a fait à l'époque du lobbying en faveur de l'octroi du droit de vote aux étrangers non européens, question controversée s'il en est. Pareille attitude constituant également une ingérence directe dans la politique du pays, le fonctionnaire qui prend part à cette polémique méconnaît son devoir de neutralité et de réserve. En d'autres termes, les fonctionnaires du Centre enfreignent systématiquement la déontologie de leur fonction.

Qui plus est, ce Centre, qui s'est visiblement fixé pour tâche d'orienter la pensée politique des citoyens, étend très loin ses tentacules. Il peut non seulement se constituer partie civile dans des procès pour racisme, mais peut également déposer plainte contre des actes présumés racistes. En d'autres termes, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme peut s'ériger en une espèce de ministère public de la bien-pensance, en vue de détecter et d'étouffer dans l'œuf toute dissidence réelle ou prétendue par rapport à cette bien-pensance politique.

Le Centre peut donc se substituer au parquet.

Uit het ambtenarenstatuut spruiten verplichtingen voort die aangeduid worden als de ambtelijke deontologie. In de rechtsleer onderscheidt men twee grote plichten: de plicht tot terughoudendheid en de plicht tot neutraliteit. Jan Velaers, hoogleraar aan de UFSIA en aan de UFSAL, stelt duidelijk dat de ambtenaar zich dient te onthouden van uitingen die de gebruikers van de openbare dienst zouden doen twifelen aan de onpartijdigheid van de dienst. Hij voegt er zelfs aan toe dat op de ambtenaar een verplichting tot terughoudendheid rust, ook buiten de uitoefening van zijn ambt, en dat de ambtenaar ten opzichte van het publiek niet de indruk mag wekken dat de dienst waarvan hij deel uitmaakt, een bepaalde politieke of levensbeschouwelijke overtuiging deelt, bevoordeelt of promoot.

Vermits het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding zich met de regelmaat van een klok in het politieke debat mengt, treedt het de deontologie waar ambtenaren zich aan dienen te houden, duidelijk met voeten. Een paar voorbeelden zullen volstaan om dit aan te tonen.

Het centrum bestreed met zoveel woorden de stellingnames van het Vlaams Blok, een politieke partij die nochtans behoorlijk in het parlement vertegenwoordigd was. Dit werd door het centrum overigens openlijk toegegeven. Welnu, het kan niet dat ambtenaren, waarvan verwacht mag worden dat zij zich neutraal opstellen, zich bij de uitoefening van hun functie het recht toe-eigenen een deel van de publieke opinie te bestrijden.

Maar er is meer: het centrum lobbyde destijds voor het zeer omstreden stemrecht voor niet-Europese vreemdelingen. Ook dit was een rechtstreekse bemoeienis met het politieke beleid van het land en bijgevolg houdt de ambtenaar die zich omtrent deze zaak polemisch opstelt, geen rekening met zijn plicht tot neutraliteit en tot terughoudendheid. Met andere woorden, de ambtenaren van het centrum overtreden systematisch de deontologie van hun ambt.

De tentakels van dit centrum, dat zich klaarblijkelijk tot taak heeft gesteld het politieke denken van de burgers bij te sturen, strekken zich daarenboven zeer ver uit. Het centrum kan zich niet alleen burgerlijke partij stellen in racismeprocessen, maar kan ook klacht indienen tegen vermeende daden van racisme. Met andere woorden, het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding kan zich ontpoppen als een soort openbaar ministerie van de weldenkendheid, om echte of vermeende dissidentie tegenover deze politieke weldenkendheid op te sporen en in de kiem te smoren.

Het centrum kan dus de plaats van het parket innemen.

Le Centre se mêle également de l'enseignement. C'est sous son impulsion qu'un "pacte de non discrimination" a été conclu dans la plupart des écoles flamandes, pacte qui leur impose certains modèles pédagogiques.

Le Centre tente aussi régulièrement d'avoir prise sur la presse. Chaque année il attribue un prix à un journaliste, non pour l'objectivité de son reportage, mais parce que ce journaliste s'est fortement engagé en faveur de l'avènement d'une société multiculturelle. En d'autres termes, le Centre lutte contre l'objectivité que le simple citoyen est plus ou moins en droit d'attendre des médias.

En un mot comme en cent: comme la loi du 15 février 1993 a créé un organisme qui, par essence, ne permet pas aux fonctionnaires de respecter un statut de neutralité, et qui, en outre, joue régulièrement le rôle d'une espèce de parquet pour tribunaux d'exception et se mêle dès lors, entre autres, de l'enseignement et de la presse, il convient d'abroger cette loi le plus rapidement possible et ce, essentiellement, parce qu'en raison de sa prétendue autonomie, le centre échappe à tout contrôle parlementaire.

Il est évident que l'action de ce Centre est loin d'être démocratique. En démocratie, il est en effet inadmissible qu'un service gouvernemental n'existe en fait essentiellement que pour combattre une certaine opinion politique et mettre en péril l'objectivité de la presse, et que ce service soit de surcroît doté des compétences d'un parquet politique.

Un organe politique

Contrairement à l'ancien "Commissariat royal à la politique de l'immigration" de Paula D'Hondt, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (ci-après "CECLR") s'est vu attribuer, en 1993, la compétence d'assigner directement des personnes ou des associations devant le tribunal correctionnel. Cette modification de la loi fut inspirée par la victoire électorale écrasante du *Vlaams Blok* le 24 novembre 1991. Sous l'impulsion de quelques représentants de partis politiques traditionnels, la décision a été prise de combattre le *Vlaams Blok* "par tous les moyens" et, si possible, de l'abattre. À cette fin, un arsenal juridique a été mis à la disposition du CECLR.

Le 10 octobre 2000, soit deux jours après la victoire phénoménale du *Vlaams Blok* aux élections communales, le conseil d'administration du CECLR prend dès lors la décision de poursuivre le *Vlaams Blok*. Cette décision est prise sans la moindre difficulté, le conseil d'administration du CECLR étant peuplé à l'époque, et

Ook met het onderwijs bemoeit het centrum zich. Onder impuls van het centrum werd in de meeste Vlaamse scholen een zogenaamd non-discriminatiepact afgesloten waarin aan deze scholen bepaalde pedagogische standaarden worden opgelegd.

Ook probeert het centrum regelmatig vat op de pers te krijgen. Elk jaar kent het een prijs toe aan een journalist, niet voor de objectiviteit van zijn verslaggeving, maar omdat deze journalist zich flink voor de verwezenlijking van een multiculturele maatschappij heeft ingezet. Met andere woorden, het centrum bestrijdt de objectiviteit die de modale burger toch min of meer van de media mag verwachten.

In een notendop: aangezien de wet van 15 februari 1993 een instelling in het leven riep die het vanuit haar wezen zelf voor ambtenaren onmogelijk maakt een statuut van neutraliteit te eerbiedigen, die daarenboven regelmatig optreedt als een soort parket voor uitzonderingsrechtbanken en die zich dan ook nog moet met onder meer het onderwijs en de pers, dient deze wet zo spoedig mogelijk te worden opgeheven, vooral omdat het centrum ten gevolge van zijn zogenaamde zelfstandigheid buiten elke parlementaire controle valt.

Dat dit alles weinig met democratie te maken heeft, staat buiten kijf. In een democratie kan het immers niet dat een regeringsdienst in feite voornamelijk bestaat om een bepaalde politieke mening te bestrijden en de objectiviteit van de pers in het gedrang te brengen, en dat die dienst daarenboven over de bevoegdheden van een politiek parket beschikt.

Een politiek orgaan

In tegenstelling tot het vroegere "Koninklijke Commissariaat voor Migrantenzaken" van Paula D'Hondt, kreeg het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding (hierna "CGKR") in 1993 wél de bevoegdheid om personen of verenigingen rechtstreeks te dagvaarden voor de correctionele rechtbank. Deze wetswijziging was ingegeven door de verpletterende verkiezingsoverwinning van het Vlaams Blok op 24 november 1991. Onder impuls van enkele traditionele politici werd toen het besluit genomen om het Vlaams Blok "met alle middelen" te bekampen en zo mogelijk de keel over te snijden. Daartoe werd een juridisch arsenaal voorzien voor het CGKR.

OP 10 oktober 2000 — twee dagen na de fenomenale overwinning van het Vlaams Blok bij de gemeenteraadsverkiezingen — nam de Raad van Bestuur van het CGKR dan ook de beslissing om het Vlaams Blok te vervolgen. Het besluit werd vrij gemakkelijk genomen, want de Raad van Bestuur van het CGKR was en is nog

il l'est encore aujourd'hui, de représentants de partis politiques qui semblent avoir un point commun: leur rejet du *Vlaams Blok/Belang*. La citation compte 138 pages et se compose essentiellement de textes et de citations de toute une série de publications du *Vlaams Blok*.

Il faut préciser que le CECLR possédait depuis longtemps le "dossier *Vlaams Blok*" dans ses tiroirs. Mais ils craignaient la réaction de l'électeur flamand. C'est pourquoi ils ont attendu trois jours après les élections communales pour assigner le *Vlaams Blok*. Et les prochaines élections n'auront lieu qu'en 2003...

Johan Leman a quitté la tête du CECLR en octobre 2003. On se souviendra que les juges s'étaient déclarés incompetents en première instance parce qu'ils estimaient que ce procès était d'inspiration politique. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Humo* (14 octobre 2003), Johan Leman indiquait que les partis politiques ne pouvaient rien lui reprocher: "Minute! Il y avait une majorité des deux tiers au Parlement qui souhaitait correctionnaliser les délits de presse à caractère raciste. Les hommes et femmes politiques savaient quand même ce qu'ils votaient, j'espère?" (traduction) Sans le vouloir, Leman admet qu'il s'agissait d'un règlement de comptes politique: "Je vous assure, si nous n'avions pas déposé plainte, ces mêmes hommes et femmes politiques nous auraient également couverts de critiques: nous donnons enfin au Centre les instruments lui permettant de s'en prendre au *Blok* et Leman ne fait rien!" (traduction)

Le CECLR a fait appel de cette décision, mais a dû entendre, le 26 février 2003, de la bouche du juge de la cour d'appel de Bruxelles, que cette cour s'était également déclarée incompetente, et qu'elle se ralliait à l'analyse du *Vlaams Blok* selon laquelle il s'agissait d'une infraction politique. Dans l'édition du *Standaard* du 27 février 2003, Leman a indiqué que la partie n'était pas encore terminée, avant de se pourvoir rapidement en cassation contre la décision du juge d'appel. Et il a ajouté qu'il fallait désormais chercher des juges disposés à condamner le *Vlaams Blok*. Le 18 novembre 2003, la Cour de cassation — la plus haute juridiction du pays — a cassé l'arrêt de la Cour d'appel, de sorte que tout le procès contre le *Vlaams Blok* a dû être recommencé.

Peu avant les élections régionales et européennes de 2004, le *Vlaams Blok* a été condamné, après une inscription extrêmement rapide au rôle de la cour d'appel de Gand et un traitement tout aussi expéditif, de sorte que le parti a été *de facto* mis hors la loi.

steeds volgestouwd met partijpolitieke afgevaardigden die slechts één ding gemeen lijken te hebben: hun afkeer voor het Vlaams Blok/Belang. De dagvaarding telt 138 bladzijden en bestaat voornamelijk uit teksten en citaten uit allerlei publicaties van het Vlaams Blok.

Het mag duidelijk zijn dat het CGKR het "dossier Vlaams Blok" al lang in de schuif had liggen. Maar zij waren bang voor de reactie van de Vlaamse kiezer. Daarom wachtten zij tot drie dagen na de gemeenteraadsverkiezingen om het Vlaams Blok te dagvaarden. En de volgende verkiezingen zouden er pas zijn in 2003...

Sinds oktober 2003 staat Johan Leman niet meer aan het hoofd van het CGKR. Zoals bekend hadden de rechters zich in Eerste Aanleg onbevoegd verklaard omdat het volgens de rechter een politiek geïnspireerd proces was. In een vraaggesprek met het weekblad *Humo* (14 oktober 2003) stelt Leman dat de politieke partijen hem niets moeten verwijten: "Momentje! Er was een tweederde meerderheid in het parlement om racistische persmisdrijven voor de correctionele rechtbank te brengen. De politici wisten toch waarvoor ze stemden, hoop ik?" Onbedoeld gaf Leman toe dat het om een politieke afrekening ging: "Ik verzeker je, als we geen klacht hadden ingediend, zouden diezelfde politici ook bakken kritiek over ons uitgekierd hebben: wij geven het Centrum eindelijk de instrumenten om het Blok aan te pakken en Leman doet niets!"

Het CGKR gaat in beroep tegen de uitspraak, maar moet op 26 februari 2003 horen van de rechter van het Brusselse Hof van Beroep dat het Hof zich op zijn beurt onbevoegd verklaart en dat het de stelling van het Vlaams Blok bijtreedt dat het om een politiek misdrijf gaat. "Het spel is nog niet teneinde," laat Leman optekenen in *De Standaard* van 27 februari 2003 en prompt tekent hij Cassatieberoep aan tegen het vonnis van de beroepsrechter. En ook zegt hij: "We moeten nu op zoek naar rechters die het Vlaams Blok wél willen veroordelen." Op 18 november 2003 verbreekt het Hof van Cassatie — het hoogste rechtscollege van het land — het arrest van het hof van Beroep, met als gevolg dat het hele proces tegen het Vlaams Blok moet overgedaan worden.

Vlak voor de Vlaamse en Europese verkiezingen van 2004 wordt het Vlaams Blok na een razendsnelle agendering van het hof van beroep te Gent en een even snelle afhandeling veroordeeld, waardoor de partij *de facto* buiten de wet wordt geplaatst.

Le *Vlaams Blok* est également allé en Cassation afin de pouvoir participer aux élections régionales et européennes du 13 juin sous la dénomination "*Vlaams Blok*". Cependant, le 9 novembre 2004, la Cour de cassation de Bruxelles a confirmé l'arrêt de Gand. Dans l'intervalle, le *Vlaams Blok* a remporté la plus grande victoire électorale de son histoire, au travers de laquelle les électeurs ont émis un signal clair en faveur de la "liberté d'expression".

Après le procès contre le *Vlaams Blok*, le CECLR a digéré silencieusement sa "défaite dans la victoire" en évitant les procès politiques. Cependant, il reste une menace pour la société en adoptant une mentalité de "*Big Brother*" et en intimidant fortement des personnes, des entreprises et des organisations qui posent par exemple un regard différent sur la société multiculturelle (qui a pourtant déjà été battue en brèche par plusieurs chefs d'État et de gouvernement dès lors qu'elle n'atteint pas ses objectifs) ou sur la politique menée par le gouvernement en matière d'immigration.

Liquidation

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme n'a aucunement contribué à l'intégration. Il a seulement alimenté le culte nuisible de la victime dans les milieux allochtones. Le CECLR porte une responsabilité écrasante dans les tensions croissantes, et mieux vaudrait dès lors le liquider, ne fût-ce que parce qu'il est d'abord devenu une police des idées qui a bridé la liberté d'expression et qui a voulu tordre le cou à un parti d'opposition couronné de succès en menant une sale guerre judiciaire.

Entre-temps, Jozef De Witte tombe dans les mêmes travers que Johan Leman, son illustre prédécesseur. C'est ainsi que, selon ses propres dires, il a toujours à portée de main une boîte dans laquelle il peut ranger les propos controversés du *Vlaams Belang* et de ses dirigeants. Les hérauts de la démocratie et de la "diversité" semblent décidément ne jamais vouloir comprendre que dans une vraie démocratie, seuls les actes sont punissables, jamais les opinions. Dans une démocratie, les divergences de vues politiques sont débattues au Parlement et sont soumises au verdict des urnes, et non à celui du tribunal.

Lorsqu'aujourd'hui, d'éminents "verts", comme Eva Brems, professeur et députée, plaident pour que le conseil d'administration du CECLR ne compte plus d'hommes politiques dans ses rangs afin de garantir l'indépendance de l'organe, elle reconnaît sans doute sans le vouloir la faillite du CECLR. Et en même temps, elle prouve par une déclaration étonnante ce qui devait

Het Vlaams Blok tekent nog Cassatieberoep aan om als Vlaams Blok te kunnen deelnemen aan de Vlaamse en Europese verkiezingen op 13 juni. Maar op 9 november 2004 bevestigt het Hof van Cassatie te Brussel het arrest van Gent. Ondertussen had het Vlaams Blok de grootste verkiezingsoverwinning uit zijn geschiedenis behaald waarbij de kiezer duidelijk een signaal heeft gegeven ten voordele van de "vrije meningsuiting".

Na het Vlaams Blok-proces zal het CGKR zijn "overwinningsnederlaag" stil verwerken door politieke processen uit de weg te gaan. Maar daarnaast blijft het voor de samenleving een bedreiging door een *big brother*-mentaliteit aan te nemen en snoeihard mensen, bedrijven en organisaties te intimideren omdat ze een andere kijk hebben op bijvoorbeeld de multiculturele samenleving (die ondertussen al door meerder staats-hoofden en regeringsleiders ten gronde is afgekraakt omdat ze niet bereikte wat ze beoogde) of de immigratiepolitiek van de regering.

Opdoeken

Het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding heeft geen enkele bijdrage geleverd tot de integratie en alleen maar voedsel gegeven aan de nefaste slachtoffercultus in allochtone kringen. Het CGKR draagt een verpletterende verantwoordelijkheid voor de oplopende spanningen en zou dus beter opgedoekt worden. Ook al omdat het in de eerste plaats een gedachtenpolitie is geworden die de vrije meningsuiting aan banden heeft gelegd en die een succesvolle oppositiepartij via een gerechtelijke vuile oorlog de nek wilde omwringen.

Ondertussen vervalt Jozef De Witte in de zelfde fouten als Johan Leman, zijn illustere voorganger. Zo heeft hij naar eigen zeggen altijd een doos bij de hand om omstreden uitspraken van het Vlaams Belang en zijn kopstukken in op te slaan, in afwachting van een nieuw proces. De herauten van de democratie en "diversiteit" lijken nooit te willen inzien dat in een echte democratie allen daden strafbaar mogen zijn, nooit opinies. In een democratie worden politieke meningsverschillen uitgevochten in het parlement en beslecht in de stembus, niet in de rechtbank.

Wanneer vandaag vooraanstaande Groenen als professor en Kamerlid Eva Brems ervoor pleiten om niet langer politici op te nemen in de raad van bestuur van het CGKR teneinde de onafhankelijkheid van het orgaan te garanderen, erkent ze zonder het wellicht echt te willen het failliet van het CGKR. En tegelijk bewijst ze met een opvallende uitspraak wat moest bewezen

être prouvé: “L’ingérence politique ne peut jamais être exclue et c’est une mauvaise chose pour la crédibilité de notre pays en tant que promoteur des droits de l’homme.”

Et comme si les choses n’étaient pas encore suffisamment claires, le directeur du Centre déclare lui-même dans une interview publiée dans *De Standaard* du 2 septembre 2011: “S’il y a des délégués politiques dans le conseil? Je ne réponds pas à cette question par un “oui”, mais pas davantage par un “non”. Je n’en suis pas encore sorti. Dissocier totalement le Centre du monde politique est cependant insensé. Les droits de l’homme, c’est de la politique.” (traduction)

Enfin, on relèvera encore les propos récents d’Hervé Hasquin en personne, homme politique libéral, ancien ministre-président du gouvernement de la Communauté française et sénateur, mais surtout, jusqu’il y a peu, président du Conseil d’administration du CECLR, publiés dans l’hebdomadaire *Le Vif/L’Express* à la mi-septembre 2011: “Trop de membres de l’institution [la CECLR] la considèrent comme le Saint Office du politiquement correct.” “Aujourd’hui, les esprits sont moins libres qu’il y a 30 ans,” déplore H. Hasquin. Il dénonce également la culture d’entreprise du Centre, qui est trop politiquement correcte et trop encline à “intenter des procès aux gens pour un “oui” ou pour un “non”. Il y en a eu très peu depuis trois ans, heureusement. Mais la culture d’entreprise est assez intégriste”. Après avoir présidé le conseil d’administration pendant trois ans, Hervé Hasquin a démissionné en septembre 2011.

Pour toutes ces raisons, nous considérons dès lors qu’il est préférable de supprimer purement et simplement le CECLR afin d’insuffler de nouveau un peu plus d’oxygène à la démocratie.

worden: “Politieke bemoeienis is nu nooit volledig uit te sluiten en dat is slecht voor de geloofwaardigheid van ons land als promotor van de mensenrechten.”

Alsof dat nog niet duidelijk genoeg is, zegt de directeur van het Centrum zelf in een interview in *De Standaard* van 2 september 2011: “Politiek afgevaardigden in de raad? Ik zeg daar geen “ja” op, maar ook geen “neen”. Ik ben er nog niet uit. Het Centrum volledig lossnijden van de politieke wereld is echter waanzin. Mensenrechten zijn een en al politiek.”

En tot slot noteren we nog de recente uitspraken van niemand minder dan de Franstalige liberale politicus Hervé Hasquin, voormalig minister-president van de Franstalige gemeenschapsregering en senator, maar vooral tot voor kort voorzitter van de Raad van Bestuur van het CGKR, in het Franstalige weekblad *Le Vif/L’Express* medio september 2011: “Te veel personeelsleden van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding (CGKR) beschouwen het Centrum als de Inquisitie van het politiekcorrecte denken.” “De gedachten zijn nu minder vrij dan 30 jaar geleden,” hekelt Hasquin. Hij is evenmin te spreken over de bedrijfscultuur van het Centrum, dat “te politiekcorrect is en te veel mensen voor de rechtbank daagt voor een peulschil. Dat is gelukkig wat verminderd de jongste tijd, maar de bedrijfscultuur van het CGKR is behoorlijk integristisch.” Na drie jaar de Raad van Bestuur te hebben voorgezeten, nam Hasquin in september 2011 ontslag.

Om al deze redenen zijn wij dan ook van oordeel dat het CGKR best volledig opgedoekt wordt en verdwijnt om de democratie opnieuw van meer zuurstof te voorzien.

Filip DE MAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Tanguy VEYS (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Bert SCHOOF (VB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est abrogée.

19 septembre 2011

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

De wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding wordt opgeheven.

19 september 2011

Filip DE MAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Tanguy VEYS (VB)
Hagen GOYVAERTS (VB)
Bert SCHOOFS (VB)